

Non au retour de l'information confinée !

JT « grandes régions », suppressions d'émissions, travail à domicile imposé jusqu'à 5 jours par semaine : ce sont les règles fixées par la direction dans le cadre de son plan de continuité de l'activité, pour le réseau France 3, au moins jusqu'à fin janvier. Quelle étrange manière de souhaiter la bonne année aux salariés ! Le SNJ dénonce le caractère extrême de ces décisions. Elles portent gravement atteinte à nos missions, en particulier à l'information de proximité, et au respect dû à notre public.

Mais quelle mouche a donc piqué la direction de France TV ? Elle n'a visiblement pas tiré toutes les leçons des deux années de crise sanitaire que nous venons de vivre, tant son plan de continuité de l'activité contient d'incohérences.

Le SNJ considère qu'il y a pourtant des mesures à prendre, dans le respect de notre santé et de nos missions. Voici nos propositions.

Le reportage d'abord

Le télétravail renforcé et imposé, parfois jusqu'à 5 jours par semaine, a prouvé sa nocivité sur la santé psychologique des salariés pendant les premières vagues. Le renforcer aussi massivement est une erreur, d'autant plus qu'il n'y a toujours pas assez de matériel informatique utilisable à domicile pour la plupart des journalistes !

Au contraire, il est indispensable de reconstituer les binômes pour les reportages. La mesure avait prouvé son efficacité, le risque de contamination étant vite circonscrit. Ce type d'organisation permet d'avoir moins de gens présents dans les locaux pour les départs et retours de reportages, tout en respectant de bonnes conditions pour le montage dans les locaux.

La constitution des binômes permettait également le maintien de nos missions, en particulier celle de la proximité dans le réseau régional. La direction entendrait habituer notre public à la disparition de cette proximité qu'elle ne s'y prendrait pas autrement qu'en imposant les JT communs.

Non à l'open space

Au lieu de vider une nouvelle fois les locaux en raison de la crise sanitaire, la direction aurait été mieux inspirée d'écouter les demandes maintes fois répétées du SNJ : il faut réaménager les locaux et en finir avec les open space.

Le web n'est pas une garderie

N'en déplaise à la direction, le web n'est pas une garderie destinée à occuper les journalistes privés de reportages et de JT. Or, une nouvelle fois, les journalistes du réseau régional sont planifiés massivement sur le web. La plupart n'ont pourtant pas bénéficié des formations nécessaires. De plus, la mesure impose une surcharge de travail aux rédacteurs en chef adjoints chargés du numérique.

Enfin, quel dédain pour le travail spécifique réalisé sur le web ! Car nous n'en doutons pas, sitôt la crise sanitaire passée, les effectifs et les moyens dédiés au numérique du réseau régional retrouveront leur niveau ridiculement faible.

Stop aux suppressions d'emplois !

Le plan de continuité d'activité révèle les errances de notre direction dans la conduite de l'entreprise. En supprimant des emplois, comme elle ne cesse de le faire depuis des années, elle a rendu des rédactions et des services exsangues, incapables de faire face à l'absence de quelques salariés.

Les organisations syndicales qui ont validé la rupture conventionnelle collective devraient y réfléchir à deux fois avant de commettre à nouveau une telle erreur.

Gestes barrières mais pas seulement

Le SNJ dénonce également les incohérences et les retards dans l'équipement des locaux. Les gestes barrières sont importants, mais l'aération des locaux tout autant. Pourtant, elle n'est pas suffisamment mise en avant dans les préconisations et les communications de la direction. Quant aux capteurs de CO2, en faveur desquels le SNJ s'est battu, ils ne sont pas tous installés, loin de là.

(...suite en page 2...)

(...)

En complément des mesures mises en place, le SNJ demande que la direction mette des masques FFP2 à disposition des salariés qui le souhaitent, en reportage mais aussi dans les locaux.

La santé et la sécurité des salariés doivent être préservées, c'est une évidence.

En attendant d'éventuelles mesures à la rédaction nationale et dans le réseau ultramarin, le SNJ considère que le plan de continuité de l'activité mis en place par la direction est d'ores et déjà démesuré et inadapté.

C'est un confinement des salariés, de l'information et de nos missions de service public.

Paris le 3 janvier 2022